

Le 22/09/2015

Compte-rendu du CTL du 15/09/2015

La DDFIP 54 bouffe la grenouille.

Imaginez une marmite remplie d'eau froide, dans laquelle nage tranquillement une grenouille. Le feu est allumé sous la marmite. L'eau chauffe doucement. Elle est bientôt tiède. La grenouille trouve cela plutôt agréable et continue de nager.

La température continue à grimper. L'eau est chaude. C'est un peu plus que n'apprécie la grenouille, mais elle ne s'affole pas pour autant, surtout que la chaleur tend à la fatiguer et à l'engourdir.

L'eau est vraiment chaude, maintenant. La grenouille commence à trouver cela désagréable, mais elle est aussi affaiblie, alors elle supporte, elle s'efforce de s'adapter et ne fait rien.

La température de l'eau va ainsi continuer de monter progressivement, sans changement brusque, jusqu'au moment où la grenouille va tout simplement finir par cuire et mourir, sans jamais s'être extraite de la marmite.

Plongée d'un coup dans une marmite à 50°C, la même grenouille donnerait immédiatement un coup de patte salutaire et se retrouverait dehors. (Mary RUBIN - The Boiled Frog Syndrome.)

* * *

Cette expérience est riche d'enseignements. Elle nous montre qu'une détérioration suffisamment lente échappe à notre conscience et ne suscite, la plupart de temps, pas de réaction, pas d'opposition, pas de révolte de notre part. N'est ce pas précisément ce que nous observons aujourd'hui?

Après lecture des déclarations liminaires, M. SAILLARD répond que c'est un bonheur de travailler dans cette maison, on apprend tout le temps. Étrange maison du bonheur quand on apprend les suppressions de postes, les postes vacants avec 91% de taux de couverture des effectifs, ce qui correspond à 80 agents manquants, cela en jette. On se drape dans la priorité de l'emploi des jeunes tout en supprimant des emplois à tire-larigot, ce qui crée au final un chômage accru des jeunes. En fait, on marche sur la tête.

Pour le ministre, nous ne sommes pas une administration prioritaire. Nous devons participer à la réduction des déficits. En réponse, Solidaires finances Publiques fait remarquer que la DGFiP abonde à hauteur de 25% le budget de l'État pour les loyers domaniaux alors que nous occupons 12% des surfaces. Nous avons aussi dénoncé la fraude fiscale à hauteur de 80 milliards d'euros (fourchette basse estimée par l'OCDE). Nous avons dénoncé le manque de moyens humains, la dématérialisation forcée à bas prix, les suppressions d'emplois sans aucune mesure des charges, ainsi à LONGWY, on a supprimé 2 emplois C avant de se rendre compte que ces suppressions devenaient insupportables pour l'exécution des missions et entraînaient des charges de travail accrues.

Tableau de bord de veille sociale (TBVS).

Bon peuple, rassurez-vous, l'homme qui valait trois milliards veille. Avec ses capteurs et ses radars, il se rend tout de suite compte de ce qui cloche dans le service qu'il visite, dixit M. SAUVAGE. Par ailleurs, nous apprenons que 10 chefs de service n'ont pas répondu à un élément du TBVS.(nombre de réunions de service)

M. SAILLARD nous fait part de son agacement lors des réunions avec ses subalternes, car certains ne prennent pas de notes! C'est déplorable nous confie-t-il. A moins que ceux-ci soient déjà en mode « full démat ».

Sur les écrêtements horaires, nous apprenons que certains chefs de service acceptent que des agents travaillent hors horaires légaux.

M. SAILLARD explique qu'un changement de culture est à opérer. Si les objectifs ne sont pas atteints, il aura une oreille attentive si on lui explique pourquoi. Il s'étonne que, malgré les suppressions d'emplois, les résultats soient toujours aussi bons. Nous lui apportons un début de réponse :

« Il y a trois sortes de mensonges ;les mensonges, les sacrés mensonges et les statistiques. (Mark Twain)

Mission de conditions de vie au travail.

Cette mission est comme le tableau de bord, elle est aussi en veille.

Solidaires finances publiques n'a pas besoin de tous ces outils pour affirmer que les conditions de vie au travail se dégradent, les charges de travail augmentent, les emplois disparaissent.

C'est pour toutes ces raisons que Solidaires Finances Publiques s'est abstenu pour le DUERP (Document unique d'évaluation des risques professionnels) et le PAP (plan annuel de prévention).

Par contre, les agents de LONGWY attendent toujours la visite du médecin de prévention.

Rappelons que le CHSCT 54 fut précurseur dans la lutte contre les RPS (risques psycho-sociaux) par le financement de stages adaptés, et ce, contre l'avis de son président de l'époque : Mme NOITON. Le président actuel devrait y réfléchir quand il s'oppose à nos demandes d'expertise lors des suppressions d'emplois dans le 54. Il a beau fustiger nos demandes d'expertise en les comparant au monstre du Loch Ness, mais ne serait-ce pas lui le dinosaure ?

Quant au suivi des agents en situation de handicap, Solidaires Finances Publiques demande qu'une information soit faite à l'accueil des nouveaux arrivants dans le département.

Lors de la reprise du CTL l'après-midi, Solidaires Finances Publiques lit sa déclaration liminaire en rapport avec les sujets prévus à l'ordre du jour en reprenant les propos informels tenus par M. Bruno PARENT, Directeur Général des Finances Publiques, lors de la réunion des responsables territoriaux le 25 juin 2015.

M. SAILLARD ne considère pas que BERCY, c'est fini. Il dit banco aux réformes de structures afin que BERCY reste le bras armé de la République. La pertinence de nos informations l'étonne : le rattachement fonctionnel des BCR aux DIRCOFI, l'expérimentation de pôles de programmation confiés aux DIRCOFI, le rattachement des brigades de vérification des petits départements aux DIRCOFI pour le contrôle fiscal, la création des centres de contact par redéploiement des emplois, l'expérimentation du rapprochement de postes comptables lorsqu'ils traitent des collectivités d'une certaine importance, métropoles, grandes villes, intercommunalités d'importance, départements.

A nos yeux, ce serait plutôt le bras d'un « bandit manchot » qui distribue sans contrôle aux professionnels les remboursements de TVA, de CICE, etc...

Réorganisation du réseau au 1^{er} janvier 2016.

Deux fermetures de trésorerie sont programmées:

- Trésorerie de Longuyon regroupée avec celle de Longwy-Villerupt.

Après transfert, 200 budgets collectivités. Au total, la trésorerie gèrera 49 communes au lieu de 31.

Emplois implantés : 1 A+, 1 B et 1 C. Emplois transférés : 1 A, 1 B et 1 C. Arrivée effective : 1 C.

Le reclassement de ce poste de C4 en C3 prouve la réalité de l'augmentation des charges, mais souvenez-vous : l'effectif réel de la Trésorerie de LONGUYON étaient à une époque pas si lointaine de 1 A, 2 B et 2 C. Encore un tour de passe-passe !

- Trésorerie de Nomeny regroupée avec celle de Pont-à-Mousson.

Après transfert, 200 budgets collectivités. Au total, la trésorerie gèrera 51 communes au lieu de 23.

Emplois implantés : 1 A et 2 C. Emplois transférés : 1 A et 2 C. Arrivée effective : 1 C.

Trois opérations de transfert partiel d'activité sont programmées. Le recouvrement des impôts des particuliers est transféré

- de la Trésorerie de Bayon-Blainville au SIP de Lunéville.

Après transfert, prises en charges : 78 Millions € (60 M€ avant), 6.100 articles majorés au lieu de 4.700.

- de la Trésorerie de Neuves-maisons au SIP de Vandoeuvre.

Après transfert, prises en charges : 201 Millions € (101 M€ avant), 9.500 articles majorés au lieu de 6.700.

Transfert d'1 emploi B. Arrivée effective: 0.

- de la Trésorerie d'Essey-lès-Nancy au SIP de Nancy Nord-Est.

Après transfert, prises en charges : 220 Millions € (100 M€ avant), 11.900 articles majorés au lieu de 6.250.

Transfert de 3 emplois. Arrivée effective : 1 B.

Solidaires Finances Publiques a voté CONTRE ces projets.

Dernière information. Le président nous informe que la DGFIP se propose de « réfléchir » à l'optimisation des baux privés ce qui nous semble une nouvelle menace pour le réseau. Ces intentions semblent de premier abord louables : revoir les baux privés à la baisse et améliorer l'accessibilité des locaux, la qualité environnementale.

Solidaires Finances Publiques y voit péril.... D'abord pour les agents, pour lesquels cette démarche d'audit et de renégociation risque parfois de rimer avec **expulsion**. En effet, l'opération pourra conduire à l'abandon pur et simple des locaux jugés trop chers et les directions n'auront pas trop de scrupules à qualifier de restructuration stratégique.

Le lait-motiv du Président de ces CTL « **on ne s'interdit pas de réfléchir** »

Nous lui répondrons par cette maxime. « **On consulte le miroir car lui seul est capable de réflexion** »

Et ce miroir vous l'aurez deviné, ne reflète pas l'image de Blanche Neige !!! Quoique !!!

En Conclusion « **Sortons de la marmite** » et appelons au sursaut évolutif des grenouilles conscientes.